

SÉNAT DE BELGIQUE

RÉUNION DU 11 DÉCEMBRE 1928.

Rapport de la Commission des Finances, chargée de l'examen du Budget des Recettes et des Dépenses pour l'exercice 1929.

(Voir le n° 5-XVIII du Sénat.)

Présents : MM. LAFONTAINE, président; BARNICH, DE CLERCQ, DELANNOY, baron DE MÉVIUS, FRANÇOIS, HUISMAN VAN DEN NEST, LABOULLE, LIEBAERT, MOYERSOEN, PIERLOT et le baron DELVAUX DE FENFFE, rapporteur.

MADAME, MESSIEURS,

Divers chiffres frappent l'attention parmi les articles du Budget des Recettes et des Dépenses pour ordre.

Le mouvement remarquable des chèques et virements postaux se traduit par un accroissement de prévisions de plus de trente milliards; il passe de cent milliards au budget pour 1928, à 130 milliards 200 millions pour 1929.

D'autre part, les versements et remboursements effectués dans les bureaux de poste, pour le compte de la Caisse générale d'Épargne et de Retraite et de la Caisse d'assurances, figurent au présent budget pour 1 milliard 500 millions de francs, en avance de cinq cents millions pour le même poste de l'exercice précédent.

Ces chiffres impressionnants témoignent des services rendus par l'Office des chèques postaux, et notre grand établissement d'épargne. L'un et l'autre fonctionnent avec une régularité remarquable, ils jouissent de la faveur croissante du public, ils apportent le plus utile concours au mouvement commer-

cial, aux affaires et aux institutions de prévoyance.

Qu'il me soit permis de rendre hommage aux membres de la direction et au personnel de la Caisse générale d'Épargne et de l'Administration des Postes, qui consacrent à leur tâche une clairvoyance et un dévouement dignes de tous les éloges.

*
* *

La question de la « dépossession involontaire de titres au porteur placés sous séquestre », s'inscrit pour 1929 pour 500,000 francs contre 100,000 francs pour 1928.

Le Département des Finances, interrogé par la Commission, explique cette augmentation comme suit :

On peut dire que jusqu'en 1928, le Service de la dépossession involontaire des titres au porteur s'est trouvé en période d'organisation; il était difficile, dans ces conditions, de porter au budget un chiffre même approximatif, quant aux recettes et aux dépenses.

Le Service étant actuellement organisé, et surveillant notamment de près

les liquidations des sociétés (voir art. 45, par. 2 des lois du 24 juillet 1921 et du 10 avril 1923), des prévisions de recettes et de dépenses se rapprochant un peu

plus de la réalité, peuvent être faites (voir ci-dessous tableau des recettes et des dépenses depuis 1925).

RECETTES.		DÉPENSES.	
1925 fr.	1,874,291 58		113,848 49
1926	699,828 84		273,001 88
1927	1,870,012 60		456,094 88
1928 (jusque fin nov.) .	944,000 »	(jusque fin octobre)	382,134 20

* *

L'article 30 prévoit un crédit de 800,000 francs, double de celui inscrit au budget précédent pour « la Caisse des veuves et orphelins des agents d'établissements de bienfaisance et d'aliénés ». Cette majoration résulte de la péréquation des traitements.

* *

D'autre part, l'augmentation des paiements effectués par le Trésor pour compte de la Dette congolaise a fait doubler également le chiffre de l'article 54, qui s'inscrit pour 1929 à 400 millions. Ce chiffre correspond approximativement à celui des paiements effectués en 1927.

* *

La substitution à l'Etat de la Société Nationale des Chemins de fer a amené à l'article 121 une demande d'explication au sujet de « l'intervention des tiers dans les dépenses de premier établissement d'extension et de parachèvement des chemins de fer ».

M. le Ministre des Finances a répondu :

« Sous l'ancienne administration des chemins de fer de l'Etat, un article

« Intervention de tiers dans les dépenses » de premier établissement, d'extension et de parachèvement des chemins de fer », était porté au Budget pour ordre, afin de permettre d'effectuer des dépenses à couvrir en tout ou en partie par des interventions des provinces, communes, sociétés, particuliers, telles les dépenses relatives à l'établissement de chemins, d'ouvrages d'art, de raccordements au chemin de fer, etc.

» Le crédit inscrit au dit article assurait, en outre, le remboursement aux intervenants des sommes perçues au delà des engagements et la restitution au Trésor public des avances faites sur le Budget.

» A l'heure actuelle, il ne reste aucune dépense dont la charge pourrait être imputée à l'article 121 du projet de budget pour ordre de 1929; le rôle de cet article se bornera à permettre la régularisation au profit du Trésor public de sommes afférentes à l'ancienne gestion des chemins de fer de l'Etat. »

* *

Le Budget porte en ses articles 56 à 90 la longue série des fondations, donations et autres manifestations de philanthropie et d'encouragement aux progrès de l'enseignement et des beaux-arts.

On remarque avec quelque surprise dans cette énumération, l'article 71

relatif aux « Crédits bancaires, contre- » valeurs des devises cédées à réméré, » et restitution après l'expiration du » crédit : 10 millions. »

La Commission avait signalé à M. le Ministre des Finances qu'il paraissait anormal d'introduire un article relatif à un objet absolument différent, entre trente-quatre articles d'une même catégorie, mentionnant les manifestations de bienfaisance, aussi généreuses qu'utiles.

Tel ne fut pas l'avis du Département, qui répondit :

« Aucun ordre ne s'impose dans la nomenclature des Fonds de tiers faisant l'objet du titre I^{er} du Budget pour ordre.

» Les nouveaux fonds sont généralement inscrits à la suite de la liste de manière à modifier le moins possible la numérotation des articles. »

Nonobstant cette réplique, on peut se demander si l'ordre n'est pas en matière administrative aussi nécessaire que partout ailleurs et si la méthode et la clarté ne constituent pas, même au Département des Finances, des règles indispensables, auxquelles il faut se conformer ? Que si le maintien de la numérotation a une si haute importance, mieux vaudrait inscrire un numéro *bis* à l'endroit convenable, que de présenter « la contre-valeur des devises cédées à réméré » entre la « Fondation A. Vinet, instituant un prix triennal de piano » et le « prix annuel de violon, fondé par M. Adolphe Canler », tous deux au profit du Conservatoire royal de Bruxelles ?

* * *

La Commission s'est enquis de savoir quelle partie était engagée, du crédit de 90 millions ouvert par l'article 135 de la loi du 24 avril 1928, pour la réfection des routes.

Voici les renseignements fournis par le Département :

« Il importe de ne pas confondre

le Fonds des grands travaux et le Fonds des routes. Ces deux fonds n'ont rien de commun, et seul le Fonds des routes est affecté aux travaux de restauration du réseau routier de l'Etat.

» Le Fonds des routes comporte un montant global de 600,000,000 de francs à dépenser en six années; au cours de 1928, première année de ce délai, il a été engagé un total d'environ 97,000,000 francs pour ce fonds; l'Administration a sollicité, pour cette même année 1928, l'autorisation de disposer d'un supplément de 60,000,000 de francs; pour l'année 1929, elle compte obtenir, sur le même fonds, un crédit de 90,000,000 de francs.

» Il est naturel que l'on ne s'aperçoive guère, à la date actuelle, des résultats obtenus; une grosse partie des travaux engagés sur le crédit de 97,000,000 francs, susvisé, n'est pas encore terminée; mais, dès le printemps prochain, après exécution de cette première série de travaux, et de la série de travaux correspondant au crédit supplémentaire de 60,000,000 de francs, on constatera une amélioration sensible sur les routes principales.

» A la fin de 1929, ces routes seront entièrement viables; si l'Administration peut disposer de crédits convenables en 1930, et si elle est autorisée à imputer des travaux sur ces crédits dès 1929, on peut affirmer qu'au printemps de 1930, l'abominable succession de cavités larges, longues et profondes signalée par la Commission aura entièrement disparu, même sur les routes secondaires.

» A cette date on pourra entreprendre des travaux visant l'augmentation de la sécurité et la commodité des routes, travaux qui tendront à rendre nos chaussées parfaites.

» Mais il ne faut pas se dissimuler que, depuis le vote du Fonds des routes, les travaux et matériaux de routes ont subi des augmentations de coût très importantes; pour mener à bonne fin l'œuvre que le Parlement avait en vue lors de la création du Fonds des routes,

le total de 600,000,000 de francs pourrait se trouver insuffisant. »

Enfin, le rendement des exploitations agricoles de l'Etat, a fait l'objet d'une question posée par la Commission et d'une réponse du Département, qui figurent aux annexes du présent rapport.

L'ensemble du Budget a été adopté par 7 voix contre 3.

Le Président,
H. LAFONTAINE.

Le Rapporteur,
Baron DELVAUX DE FENFFE.

ANNEXES

QUESTION.

Les renseignements annexés au Budget, sur les bilans des exploitations agricoles autonomes de l'Etat éveillent le désir de savoir comment il se fait que ces établissements obtiennent des résultats si différents les uns des autres ?

Les comptes que produit la ferme de Gembloux clôturent par une perte de fr. 34,139-08, tandis que celle de Gand, d'une contenance approximativement la même (55 hectares à Gand contre 59 à Gembloux), donne un bénéfice qui dépasse 30,000 francs ; celle de Huy, qui ne comporte que 2 hectares, solde par un bénéfice de fr. 7,735-26, et celle de Saint-André-lez-Bruges, pour 11 hectares 37 ares, de fr. 38,629-89.

Au contraire, pour l'école de Laeken, le Budget donne des chiffres du bilan, mais le compte des profits et pertes manque.

Pour l'école d'horticulture de Vilvorde, il n'y a aucune indication ; Reckheim ne possédant pas de comptable attitré, n'a pas encore fourni de bilan. La ferme d'Ypres, annexée à l'école de Messines, n'a pas de comptabilité agricole, mais elle réalise un bénéfice net de plus de 87,000 francs.

En présence de la diversité des résultats signalés par ces diverses exploitations agricoles, il serait souhaitable que leurs comptes soient présentés aux

Chambres, sur un type unifié, comportant un bilan et un compte de profits et pertes dressés à la façon des sociétés commerciales.

Ce mode permettrait de se rendre compte de la marche comparative des entreprises agricoles de l'Etat et faciliterait en même temps d'apercevoir les conclusions à déduire et les réformes à introduire.

RÉPONSE.

Les exploitations agricoles autonomes de l'Etat doivent solder en bénéfices pour assurer leur existence, mais elles répondent toutes à un but bien déterminé soit scientifique, soit didactique, soit d'approvisionnement des établissements dont elles dépendent.

Ces divers buts poursuivis font peser des charges diverses sur leur économie et expliquent vraisemblablement, en même temps que les causes naturelles inhérentes à toute spéculation végétale et animale, les écarts considérables dans leurs résultats.

En ce qui concerne le Département de la Justice, les fermes répondent à des besoins d'établissement soit d'éducation, soit de bienfaisance, soit pénitentiaire.

A l'exception de la ferme dépendant de l'Institution royale de Messines, qui est une fondation particulière, toutes les

fermes comptabilisent leurs opérations suivant la comptabilité en partie double, enseignée à l'Institut agronomique de l'Etat à Gembloux et prônée par le Département de l'Agriculture.

Il est régulièrement fourni aux Chambres, à l'intervention du Département des Finances, un bilan et un compte de

profits et pertes pour chacune d'elles.

Ces bilans et comptes de profits et pertes sont dressés uniformément et répondent parfaitement au but visé, qui est de se rendre compte de la marche comparative de ces entreprises agricoles.

Pertes et profits des fermes expérimentales annexées aux institutions d'enseignement agricole, horticole et ménager-agricole.

Exercice 1927-1928.

1^o FERME DE L'INSTITUT AGRONOMIQUE DE L'ETAT, A GEMBOUX.

Solde en *perte* de fr. 34,139-08.

JUSTIFICATION. — Les postes « Vacherie » et « Porcherie » soldent leurs comptes avec une perte globale de 80,000 francs, due principalement au rendement laitier très réduit et à des accidents. Toutes les cultures ont soldé leurs comptes avec bénéfice.

2^o FERME DE L'INSTITUT AGRONOMIQUE DE L'ETAT, A GAND.

Solde en *bénéfice* de fr. 30,695-26.

JUSTIFICATION :

Postes soldant

<i>en perte.</i>		<i>en bénéfice.</i>	
Vacherie. fr.	17,332 37	Ecurie fr.	17,498 53
Betteraves fourragères.	2,842 83	Porcherie	2,765 50
Pommes de terre	3,786 52	Basse-cour	9,689 67
Amortissement.	11,446 »	Fromant	21,274 19
Bénéfice net.	30,695 26	Avoine	9,535 56
		Betteraves sucrières	5,339 53
Total, fr. 66,102 98		Total, fr. 66,102 98	

3^o FERME DE L'ÉCOLE MOYENNE PRATIQUE D'AGRICULTURE, A HUY.Solde en *bénéfice* de fr. 7,737-26.

JUSTIFICATION :

Poste soldant

<i>en perte.</i>		<i>en bénéfice.</i>	
Porcherie fr.	1,088 90	Vacherie fr.	3,893 13
Betteraves	121 28	Basse-cour	341 50
Pommes de terre	17 29	Froment.	852 80
		Avoine	1,361 20
		Prairies	882 25
		Trèfle	848 30
		Banque	322 95
Bénéfice net.	7,737 26	Pertes et profits	462 60
Total, fr. 8,964 73		Total, fr. 8,964 73	

Ferme autonome annexée à l'Institut normal supérieur d'économie ménagère agricole de l'État, à Laeken.

<i>Profits.</i>		<i>Pertes.</i>	
Bénéfice vacherie . . fr.	14,573 13	Frais généraux . . . fr.	91 »
Bénéfice porcherie . . .	4,020 »	Perte écurie.	417 60
Bénéfice basse-cour. . .	1,313 04	Perte grande culture . .	20,185 27
		Perte horticulture . . .	589 60
Total, fr. 19,906 17		Total, fr. 21,283 47	

Perte : fr. 1,377-30.

Note. — La perte de fr. 20,185-27 (grande culture), est en partie fictive, attendu que les produits ont été consommés par la vacherie, la porcherie et la basse-cour, qui ont réalisé un bénéfice.

Exploitation horticole autonome annexée à l'École d'horticulture de l'État, à Vilvorde.

Bénéfice : fr. 78,204.84.

Culture maraîchère. . . . fr.	16,772 32
Floriculture.	18,820 96
Culture fruitière	33,668 05
Pépinière	8,943 51
Bénéfice, total fr. 78,204 84	

BELGISCHE SENAAT

COMMISSIEVERGADERING VAN 11 DECEMBER 1928

Verslag uit naam van de Commissie van Financiën, belast met het onderzoek van de Begrooting der Ontvangsten en Uitgaven voor Order voor het dienstjaar 1929.

(Zie n^r 5-XVIII van den Senaat.)

Aanwezig : de heeren LAFONTAINE, voorzitter ; BARNICH, DE CLERCQ, DELANNOY, Baron DE MÉVIUS, FRANÇOIS, HUISMAN VAN DEN NEST, LABOULLE, LIEBAERT, MOYERSOEN, PIERLOT, en Baron DELVAUX DE FENFFE, verslaggever.

MEVROUW, MIJNE HEEREN,

Meer dan een cijfer uit de Begrooting van Ontvangsten en Uitgaven voor Order vestigt de aandacht.

De merkwaardige beweging van de postcheck en girodiensten vertegenwoordigt een stijging van de ramingen met meer dan 30 milliard; van 100 milliard op de vorige begrooting komen wij tot 130 milliard 200 miljoen voor 1929.

De stortingen en terugbetalingen in de postkantoren, voor rekening van de Algemeene Spaar- en Lijfrentekas, komen op deze begrooting voor, voor 1 milliard 500 miljoen frank, wat 500 miljoen meer is dan het vorige dienstjaar.

Deze indrukwekkende cijfers toonen aan welke diensten door den Postcheckdienst en door onze Spaarkas werden bewezen. Beiden werken met een buitengewone regelmatigheid, steeds genieten zij meer en meer de gunst van het publiek, zij bevorderen op de meest nuttige wijze den gang van handel, zaken en voorzorgsinstellingen.

Het weze mij vergund hulde te brengen aan de leden van het bestuur en het personeel van de Algemeene Spaarkas en van het Postbeheer, die hunne taak met een helder doorzicht en een toewijding vervullen die allen lof verdienen.

* * *

De « onvrijwillige buiten bezitstelling van onder sequester geplaatste titels aan toonder » komt op de begrooting voor ten bedrage van 500,000 frank tegen 100,000 frank op de vorige begrooting.

Het Departement van Financiën door de Commissie ondervraagd geeft daarvan de volgende verklaring :

Men mag zeggen dat tot in 1928 de Dienst voor de onvrijwillige buiten bezitstelling van titels aan toonder een fase van inrichting doormaakte; het was in die omstandigheden moeilijk op de begrooting zelfs een benaderend cijfer uit te trekken, inzake ontvangsten en uitgaven.

Daar de Dienst thans is ingericht en onder meer van dichtbij de vereffe-

ningen van vennootschappen nagaat (zie art. 45, par. 2 der wetten van 24 Juli 1921 en van 10 April 1923), zoo kan men ontvangsten en uitgaven ramen

die de werkelijkheid dichter bijkomen (zie hieronder de tabel der ontvangsten en uitgaven sedert 1925).

ONTVANGSTEN.		UITGAVEN.	
1925 fr.	1,874,291 58		113,848 49
1926	699,828 84		273,001 88
1927	1,870,012 60		456,094 88
1928 (tot einde Nov.) .	944,000 »	(tot einde October)	382,134 20

Artikel 30 voorziet een krediet van 800,000 frank, het dubbele dus van het vorige dienstjaar, voor de Kas van weduwen en weezen van bedienden van instellingen van weldadigheid en krankzinnigengestichten. Deze verhooging is het gevolg der weddeaanpassing.

* *

Van een anderen kant is aan de verhooging van de betalingen door de Schatkist gedaan voor rekening van de Congoleesche Schuld eveneens de verdubbeling te wijten van het cijfer bij artikel 54, dat voor 1929 400 miljoen boekt. Dit cijfer stemt ongeveer overeen met dit van de werkelijk in 1927 gedane betalingen.

* *

De vervanging van den Staat door de Nationale Maatschappij van Spoorwegen heeft bij artikel 121 eene vraag om inlichting uitgelokt omtrent « de tusschenkomst van derden in de uitgaven van eerste inrichting, uitbreiding en voltooiing der spoorwegen ».

Daarop antwoordde de Minister van Financiën: « Onder het vroeger spoorwegbeheer van den Staat, kwam er een artikel « Tusschenkomst van derden in » de uitgaven van eerste inrichting, uitbreiding en voltooiing der spoorwegen »,

op de Begrooting voor order voor, om uitgaven te kunnen doen geheel of gedeeltelijk te dekken door provinciën, gemeenten, vennootschappen en particulieren, zooals de uitgaven met betrekking tot het aanleggen van wegen en aansluitingen, het bouwen van kunstwerken, enz.

» Het krediet bij dit artikel verzekerde bovendien de terugbetaling aan die derden van de sommen geïnd boven de aangegane verbintenissen en de terugschiening aan de Schatkist van de voorschotten op de begrooting.

» Thans blijft er geen enkele uitgave waarvan de last zou kunnen worden aangewezen op artikel 121 van het ontwerp van begrooting voor order van 1929; de rol van dit artikel zal zich bepalen bij de regeling ten bate van de Schatkist van sommen in verband met het vroeger beheer der Staatsspoorwegen. »

* *

De begrooting bevat in hare artikelen 56 tot 90 een reeks stichtingen, begiftigingen en andere betuigingen van menschlievendheid en aanmoediging van onderwijs en fraaie kunsten.

Met eenige verassing bemerkt men in deze opsomming artikel 71 met betrekking tot « Bankkredieten, tegenwaarden der deviezen afgestaan met

vermogen van wederinkoop en teruggegeven na het vervallen der kredieten : 10 miljoen.»

De Commissie had er den Minister van Financiën op gewezen dat het niet normaal scheen een artikel betreffende een gansch verschillend punt te lassen tusschen vier en dertig artikelen eener zelfde reeks, met opgave van de zoo milde als nuttige weldadigheidsuitingen.

Het Departement was een andere meening toegedaan en antwoordde :

« Geen enkele volgorde is geboden voor de opsomming van de fondsen van derden die voorkomen in den eersten titel van de Begrooting voor order.

» De nieuwe fondsen worden doorgaans ingeschreven achteraan op de lijst, ten einde de nummering van de artikelen zoo weinig mogelijk te wijzigen. »

Ondanks dit antwoord, kan men zich afvragen of de volgorde in bestuurszaken niet even noodzakelijk is als overal elders en of de methode en de duidelijkheid, ook in het Departement van Financiën, niet onmisbare regelen zijn die men moet naleven?

Indien het behoud van de nummering een zoo groot belang heeft, dan ware het beter een nummer *bis* ter geschikter plaatse in te voegen, dan « de tegenwaarde der deviezen afgestaan met vermogen van wederinkoop » te rangschikken tusschen het « fonds A. Vinet tot instelling van een prijs voor piano » en den « jaarlijkschen prijs voor viool gesticht door Adolf Canler », beide voor het Conservatorium van Brussel.

* * *

De Commissie heeft gevraagd welk gedeelte betaalbaar werd gesteld van het krediet van 90 miljoen, geopend bij artikel 135 der wet van 24 April 1928, voor het herstel der wegen.

Ziehier de inlichtingen door het Departement verstrekt :

« Het Fonds der groote werken en het

Wegenfonds mogen niet verward worden. Beide fondsen hebben niets gemeens en alleen het Wegenfonds wordt besteed aan de herstellingswerken van de Staatswegen.

» Het Wegenfonds beslaat een totaal bedrag van 600,000,000 frank, uit te geven in zes jaar; in den loop van 1928, eerste jaar van dezen termijn, werd een totaal van ongeveer 97,000,000 frank voor dit fonds betaalbaar gesteld; het Beheer heeft voor ditzelfde jaar 1928 de toelating gevraagd om over een bijkomend krediet van 60,000,000 frank te mogen beschikken; voor 1929 rekent het op een krediet van 90,000,000 frank voor hetzelfde fonds.

» Het is natuurlijk dat men heden de verkregen uitslagen nog niet goed merkt; een groot gedeelte der werken ingezet met voormeld krediet van 97,000,000 fr., is nog niet voltooid; doch vanaf toekomstige lente, na uitvoering van deze eerste reeks werken en van de reeks ter zake van het aanvullend krediet van 60,000,000 frank, zal men een merklijke verbetering der voornaamste wegen vaststellen.

» Einde 1929 zullen deze wegen volkomen bruikbaar zijn; indien het Beheer over behoorlijke kredieten kan beschikken voor 1930 en indien het gemachtigd wordt werken op deze kredieten aan te schrijven vanaf 1929, dan mag men bevestigen dat vanaf de lente 1930 de afschuwelijke opvolging van breede, lange en diepe putten door de Commissie aangehaald, volkomen verdwenen zijn zelfs op de tweederangswegen.

» Op dien datum zal men werken kunnen ondernemen met het oog op de verhooging van de veiligheid en het gemak onzer wegen, waardoor zij volmaakt zullen worden.

» Men moet echter niet vergeten dat sedert het stemmen van het Wegenfonds de werken en materialen der wegen aanzienlijk in prijs zijn gestegen; om het werk dat het Parlement beoogde bij de stichting van het Wegenfonds tot een goed einde te brengen, zou het totaal

van 600,000,000 frank ontoereikend kunnen bevonden worden. »

De voortbrengst van de landbouwondernemingen van den Staat was ten slotte het voorwerp van een vraag gesteld door de Commissie en van een antwoord van het Departement, die als bijlage van dit verslag verschijnen.

De Begrooting over haar geheel werd aangenomen met 7 tegen 3 stemmen.

De Voorzitter,
H. LAFONTAINE.

De Verslaggever,
Baron DELVAUX DE FENFFE.

BIJLAGEN

VRAAG.

De inlichtingen bij de Begrooting gevoegd over de balansen der zelfstandige landbouwbedrijven van den Staat, lokken de vraag uit hoe het komt dat deze ondernemingen zoozeer van elkaar verschillende uitslagen bereiken.

De rekeningen door de hoeve van Gembloers voorgelegd sluiten met een verlies van fr. 34,139-08, terwijl te Gent, voor ongeveer dezelfde oppervlakte (55 hectaren te Gent tegen 59 te Gembloers), een winst van meer dan 30,000 frank wordt verkregen, en te Hoei, waar men slechts over 2 hectaren beschikt, een winst van fr. 7,755-26, en te Sint-Andries bij Brugge, voor 11 hectaren 37 aren, fr. 38,629-89 worden geboekt.

Voor de School van Laken integendeel, geeft de Begrooting de cijfers van de balans doch de cijfers van winst en verlies ontbreken.

Voor de Tuinbouwschool te Vilvoorde ontbreekt elke aanduiding; Reckheim, dat geen daartoe aangestelden rekenplichtige heeft, heeft nog geen balans ingediend. De hoeve van Ieper, gehecht aan de School van Meesen, heeft geen landbouwboekhouding, doch zij verwezenlijkt eene zuivere winst van 87,000 frank.

Ten overstaan van de verscheidenheid der uitslagen van de verschillende landbouwbedrijven, ware het wenschelijk

dat hun rekeningen aan de Kamer werden voorgelegd volgens eenzelfde type, met balans en een winst- en verliesrekening, opgemaakt zooals in de handelsmaatschappijen.

Deze doenwijze zou een vergelijking van het verloop der landbouwbedrijven van den Staat mogelijk maken en zou terzelfder tijd de te trekken besluiten en in te voeren hervormingen mogelijk maken.

ANTWOORD.

De zelfstandige landbouwexploitaties van den Staat moeten met een batig saldo sluiten ten einde haar bestaan te verzekeren; doch allen hebben zij een bepaald wetenschappelijk of didactisch doel, ofwel nog hebben zij ten doel de inrichtingen te bevoorraden waarvan zij afhangen.

Deze onderscheidene nagestreefde doeleinden geven aanleiding tot allerlei lasten voor hare economie, en daarin is waarschijnlijk, tevens als in de natuurlijke oorzaken, die verband houden met alle speculatie op gebied van landbouw en veeteelt, de uitleg te vinden van het merklijk verschil in de uitslagen dezer onderscheidene exploitaties.

Wat het Departement van Justitie betreft, beantwoorden deze hoeven aan noodwendigheden van gestichten voor opvoeding, weldadigheid of bestraffing.

Ter uitzondering van de hoeve die afhangt van het Koninklijk Instituut te Meesen, hetwelk eene bijzondere stichting is, houden al de hoeven er de dubbele boekhouding op na, die wordt onderwezen in het Landbouwinstituut van den Staat te Gembloers, en wordt aangeraden door het Departement van Landbouw.

Door tusschenkomst van het Depar-

tament van Financiën, wordt er regelmatig aan de Kamers eene balans en eene winst- en verliesrekening voorgelegd voor iedere exploitatie.

Deze balansen en winst- en verliesrekeningen worden eenvormig opge maakt en beantwoorden ten volle aan het beoogde doel, dat er in bestaat een vergelijkend overzicht te geven van het verloop dezer landbouwondernemingen.

Winsten en verliezen der schoolhoeven gehecht aan de instellingen van landbouw-, tuinbouw- en huishoudelijk landbouwonderwijs.

Dienstjaar 1927-1928.

1^o HOEVE VAN HET LANDBOUWINSTITUUT VAN DEN STAAT, TE GEMBLOERS.

Sluit met een *verlies* van fr. 34,139-08.

VERKLARING. — De posten « Koeststal » en « Zwijnenstal » sluiten met een globaal verlies van 80,000 frank; dit is vooral te wijten aan de zeer beperkte melkvoortbrengst en aan ongevallen. Al de posten van bebouwing sluiten met winst.

2^o HOEVE VAN HET LANDBOUWINSTITUUT VAN DEN STAAT, TE GENT.

Sluit met een *winst* van fr. 30,695-26.

VERKLARING :

Posten die sluiten

<i>met verlies.</i>		<i>met winst.</i>	
Koeststal fr.	17,332 37	Paardenstal. . . . fr.	17,498 53
Voederbieten	2,842 83	Zwijnenstal.	2,765 50
Aardappelen	3,786 52	Neerhof.	9,689 67
Delging	11,446 »	Tarwe	21,274 19
Netto-winst.	30,695 26	Haver	9,535 56
		Suikerbieten	5,339 53
Totaal, fr.	66,102 98	Totaal, fr.	66,102 98

3^o HOEVE VAN DE PRACTISCHE MIDDELBARE LANDBOUWSCHOOL, TE HOEI.

Sluit met een *winst* van fr. 7,737-26.

VERKLARING :

Posten die sluiten

<i>met verlies.</i>		<i>met winst.</i>	
Zwijnenstal fr.	1,088 90	Koestal fr.	3,893 13
Bieten	121 28	Neerhof	341 50
Aardappelen	17 29	Tarwe	852 80
		Haver	1,361 20
		Weiden	882 25
		Klaver	848 30
		Bank	322 95
Netto-winst	7,737 26	Winsten en verliezen . .	462 60
Totaal, fr.	8,964 73	Totaal, fr.	8,964 73

Zelfstandige hoeve gehecht aan het Hooger normaalinstituut voor landbouwhuishoudkunde van den Staat, te Laken.

<i>Winsten.</i>		<i>Verliezen.</i>	
Koestal fr.	14,573 13	Algemeene kosten . . fr.	91 »
Zwijnenstal	4,020 »	Paardenstal	417 60
Neerhof	1,313 04	Landbouwbedrijf in 't groot	20,185 27
		Tuinbouw	589 60
Totaal, fr.	19,906 17	Totaal, fr.	21,283 47

Verlies : fr. 1,377-30.

Nota. — Het verlies van fr. 20,185-27 (landbouwbedrijf in 't groot), is gedeeltelijk fictief, vermits de voortbrengselen werden verbruikt door den koestal, den zwijnenstal, en het neerhof, die winst hebben verwezenlijkt.

Zelfstandige Tuinbouwexploitatie, gehecht aan de Tuinbouwschool van den Staat, te Vilvoorde.

Winst : fr. 78,204-84.

Groententeelt fr.	16,772 32
Bloementeelt	18,820 96
Fruitteelt	33,668 05
Boomkweekerij	8,943 51

Winst, totaal fr. 78,204 84